

Résumé des perspectives économiques

La reprise économique semble s'être interrompue au cours des derniers mois, l'activité économique ayant subi une baisse de 0,4 % au cours du deuxième trimestre et le pays n'ayant connu aucune croissance de l'emploi durant les mois de juillet et d'août. Si l'économie enregistre une autre baisse d'activité au cours du troisième trimestre, nous vivrons une récession à double creux.

Le Canada fait face à deux problèmes : les économies chancelantes de l'Europe et des États-Unis et les conditions précaires de son économie. La dette des ménages vient de dépasser 150 % du revenu disponible, alors que les augmentations de salaire sont plus faibles que l'inflation.

Les investissements des entreprises ont augmenté, mais ils ne s'élèvent pas aux niveaux qu'ils avaient atteints avant la récession. Quant au gouvernement, s'il réduit encore les dépenses, cela signifierait le retour en récession.

Les prévisions économiques privées sont les suivantes :

- La production économique (PIB) augmentera de 2,4 % en 2011 et de 2,3 % en 2012.
- Le taux de chômage atteindra une moyenne de 7,5 % cette année et 7,3 % l'an prochain.
- Les prix à la consommation augmenteront d'une moyenne de 2,7 % en 2011 et de 2,1 % en 2012.

Interruption de la reprise

Le Canada s'est rapidement remis de la récession, mais au moment où les programmes de relance s'achèvent et que l'austérité s'installe, la reprise semble s'interrompre. Contrairement aux dernières récessions, nous ne pouvons compter sur une réduction des taux d'intérêt pour stimuler la croissance économique. Les politiciens répètent qu'il est important de mettre l'accent sur l'emploi, mais il est tout aussi important de miser sur une croissance des salaires encore plus importante.

Stagnation de la croissance de l'emploi au cours de l'été, ralentissement à prévoir

À la surprise de tous, la croissance de l'emploi était au point mort en juillet et en août, après avoir connu deux mois de croissance relativement forte. L'emploi dans le secteur public n'a pas encore enregistré de pertes, mais il croît beaucoup plus lentement.

La hausse des prix des carburants et des aliments et l'augmentation des taxes de vente propulsent l'inflation à des sommets inégalés en huit ans

L'envolée des prix des carburants et des aliments et l'augmentation des taxes de vente ont récemment entraîné l'augmentation des prix à la consommation jusqu'au sommet le plus haut jamais atteint depuis les huit dernières années en mai. Depuis, l'inflation a baissé, mais elle reste bien au-delà des taux prévus à la même période l'année dernière. Malgré la flambée de ces prix, aucun signe ne semble indiquer que les hauts taux d'inflation perdureront. Le taux d'inflation « de base » au Canada n'a augmenté que de 1,6 % en juillet, bien au-dessous des 2 % qu'avait visés la Banque du Canada.

Légères augmentations des salaires en 2012

Il ressort des enquêtes effectuées auprès des employeurs canadiens que les salaires connaîtront une augmentation de près de 3 % en 2012, légèrement au-dessus de l'augmentation moyenne prévue pour 2011. En moyenne, les ajustements apportés au salaire minimum dans les récentes conventions collectives négociées au cours du deuxième trimestre ont atteint en moyenne 2 %.

Le *Climat économique pour les négociations* est une publication trimestrielle du Syndicat canadien de la fonction publique. Veuillez communiquer avec Toby Sanger (tsanger@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution!

* Veuillez noter que les mots soulignés sont des hyperliens disponibles dans la version électronique.

LE CLIMAT ÉCONOMIQUE

pour LES NÉGOCIATIONS

La reprise interrompue

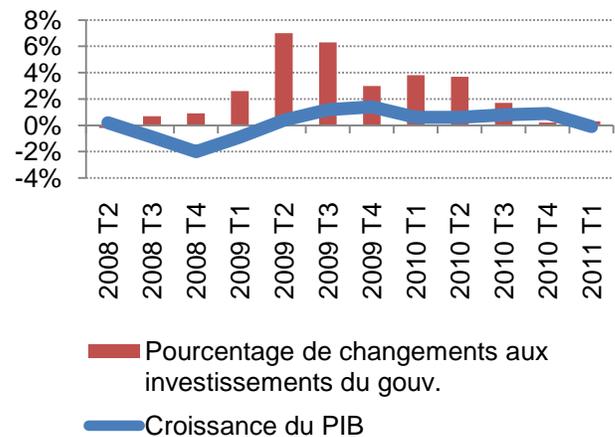
L'économie du Canada, qui reprenait rapidement du poil de la bête, a frappé un mur au cours des derniers mois. La valeur de notre production économique nationale (PIB) a connu une diminution de 0,4 % durant le deuxième trimestre, suivie de deux mois au cours desquels aucune croissance générale de l'emploi n'a été enregistrée.

Si jamais le PIB pique du nez au cours du troisième trimestre, nous vivrons officiellement une récession à « double creux », un événement qui ne s'est pas produit depuis au moins cinquante ans.

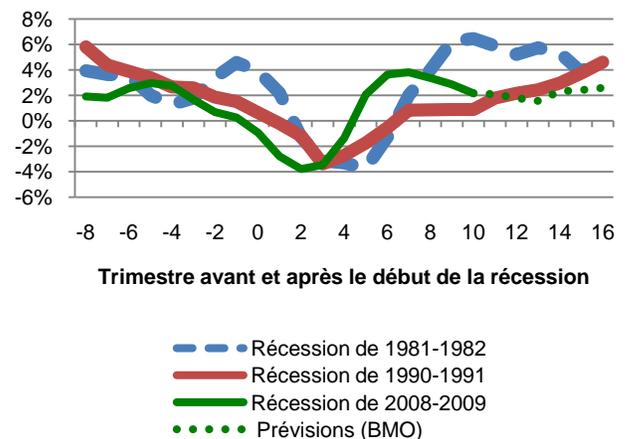
Notre économie reposait fortement sur la continuité des dépenses de consommation, des investissements publics visant à stimuler l'économie et des faibles taux d'intérêt. Dans les précédents numéros de [Climat économique](#), nous avons prévu que dès que les gouvernements fédéral et provinciaux mettraient fin à ces mesures servant à stimuler l'économie, cette dernière ralentirait. Comme on peut le constater ci-dessous, les investissements dans les infrastructures effectués par le gouvernement ont considérablement contribué à sortir le Canada de la récession, mais lorsqu'ils ont cessé plus tôt cette année, l'économie a également cessé de croître.

Le graphique à droite démontre que grâce à ces mesures visant à stimuler l'économie, notre récente reprise était relativement forte comparée à celles des dernières récessions, mais on prévoit que la croissance économique future sera moins marquée. On a déjà révisé à la baisse les prévisions concernant la croissance du PIB pour l'année, une réduction d'un demi pour cent comparativement au printemps dernier.

Croissance économique par trimestre



Croissance économique après les récessions



Les médias mettent particulièrement l'accent sur les faiblesses de l'économie des États-Unis et de l'Europe. Ces faiblesses continueront de menacer les perspectives économiques du Canada, surtout si ces pays mettent en œuvre d'autres mesures d'austérité comme ce sera probablement le cas aux É.-U. une fois que les mesures de stimulation cesseront au début de la nouvelle année.

Le Canada fait aussi face à une situation économique précaire à l'échelle nationale.

Comme l'illustre le graphique de la page suivante, les taux d'intérêt de la Banque du Canada étaient extraordinairement bas lorsque le Canada est entré en récession et lorsqu'il s'en est sorti. Au cours des deux dernières récessions de 1981-1982 et de 1990-1991, la Banque du Canada avait augmenté en flèche ses taux d'intérêt en prévention de la récession, doublant le taux d'intérêt au cours des trois ans précédant la récession dans les deux cas. En fait, ce sont ces politiques qui ont causé les dernières récessions : il s'agissait d'une tentative délibérée de ralentir l'économie et, en particulier, de réduire le taux de croissance de la rémunération. La récession actuelle est très différente : l'année précédant celle-ci, on a réduit les taux d'intérêt de moitié, puis on les a encore diminués jusqu'à ce qu'ils atteignent le fin fond dans le but de stimuler l'économie et d'éviter le ralentissement de l'activité économique. Ces mesures se sont avérées efficaces, mais cela signifie que nous ne pouvons pas compter sur d'autres réductions des taux d'intérêt pour stimuler l'économie, comme cela a été le cas pour les autres récessions. Le taux d'intérêt débiteur de la Banque du Canada est déjà tout près de zéro et il ne peut pas vraiment descendre plus bas.

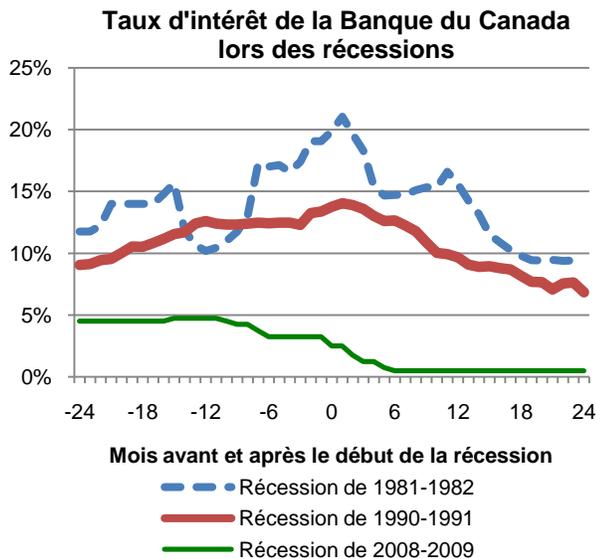
Au cours des récessions précédentes, la montée des taux d'intérêt a également causé un grave ralentissement sur le marché de l'habitation. Cette fois, les autres pays ont déjà procédé à la rectification des prix des logements, mais le Canada n'a pas encore vécu cette situation. Lorsque les taux d'intérêt sont à la hausse, une correction du marché du logement suit inévitablement, si elle ne la précède pas. Comme on l'a présenté [il y a quatre ans](#), la correction des prix du logement au Canada supprimerait 500 milliards de dollars de « richesse » immobilière. Cette réduction entraînerait une baisse de l'activité économique de 2 % en raison des répercussions qu'aurait la richesse immobilière sur les dépenses de consommation.

Au Canada, les ratios de la dette des ménages ont continué de grimper, s'élevant à 150 % au cours du deuxième trimestre, alors que dans les autres pays, ils ont diminué. Du point de vue de la Banque du Canada, on fait face à un dilemme difficile. Les taux d'intérêt très bas encouragent les ménages à accumuler les dettes, mais les augmenter pourrait nous replonger dans la récession.

Aux prises avec ces problèmes dans le secteur de l'immobilier, la Réserve fédérale des États-Unis a récemment fait le grand pas et s'est engagée à garder ses taux d'intérêt près de zéro pour les deux prochaines années. La Banque du Canada a emboîté le pas en indiquant qu'elle maintiendrait ses taux d'intérêt bas dans l'avenir proche. La Banque du Canada craint également que des taux d'intérêt plus élevés au Canada n'affaiblissent le secteur de l'exportation en raison de l'envolée du dollar.

Des taux d'intérêt faibles peuvent contribuer à prévenir un ralentissement immédiat de l'économie, mais ils ne peuvent servir à jeter les bases d'une croissance économique durable. Pour cela, nous avons besoin d'une forte croissance de l'emploi et d'une véritable augmentation des rémunérations, combinés à une augmentation continue des investissements publics, mais jusqu'à présent, les chances que tout cela se réalise sont minces.

Les taux d'inflation ont dépassé les augmentations de salaire, accaparant une grosse part des dépenses de consommation. La fin des programmes visant à stimuler l'économie et à accélérer les dépenses relatives à l'infrastructure dans les années à venir se traduira par une réduction des investissements publics dans le secteur des infrastructures, à moins que d'autres engagements ne soient pris. On s'attend à observer une réduction des dépenses totales du gouvernement l'an prochain, ce qui freinera la croissance économique.



Les investissements des entreprises, qui ont enregistré récemment une augmentation après avoir chuté au cours de la récession, ne continueront pas leur montée si le consommateur ne peut se permettre d'acheter leurs produits.

Il est encore trop tôt pour prévoir dans quelle direction se tourneront les gouvernements du Canada en ce qui concerne leur budget à venir.

Le ministre des Finances du gouvernement fédéral, Jim Flaherty, continue de parler d'austérité, au pays comme à l'étranger. Récemment, il a annoncé que la Grèce, dont un habitant sur six est sans emploi et dont l'économie est en baisse de 8 %, devrait maintenir ses programmes d'austérité ou doit quitter la zone euro.

En même temps, le premier ministre Stephen Harper affirme qu'il sera plus souple dans la gestion de l'économie du Canada. Emboîtant le pas à Obama qui a annoncé la mise en place d'un plan concernant les emplois, les ministres au gouvernement fédéral ont soutenu qu'ils mettraient eux aussi l'accent sur l'emploi. Une croissance de l'emploi est importante, mais des augmentations de salaire sont aussi essentielles.

Au niveau provincial, on est aussi aux prises avec beaucoup d'incertitudes. Des élections auront lieu dans cinq provinces et deux territoires cet automne. Certaines pourraient donner une occasion aux politiciens d'effectuer des réductions des dépenses plus drastiques. Peu importe le gouvernement élu, il devra faire face à des déficits plus importants et des revenus limités qui résulteront d'une croissance de l'emploi et d'une croissance économique ralenties.

Les autres pays ayant mis en œuvre des mesures d'austérité ont vu leur croissance économique fortement diminuer et leur taux de chômage grimper en flèche, sans réelle atténuation des effets des fluctuations des marchés financiers. Le Canada a une bonne occasion d'apprendre de ces erreurs et de mettre l'accent sur les mesures qui créeront des emplois, augmenteront les salaires, réduiront la dette des ménages et donneront lieu à une croissance économique durable.

Perspective économique – éléments principaux

Les prévisions relatives à la croissance économique de cette année et la prochaine ont été revues à la baisse pour toutes les provinces par les prévisionnistes de toutes les grandes banques. L'économie du Canada a connu une augmentation de 3,2 % en 2010 et on s'attend à ce qu'elle augmente de 2,4 % cette année et de 2,3 % l'an prochain. Il est possible que l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick soient touchés plus durement en raison des problèmes économiques des voisins du Sud.

Avec le ralentissement économique, le rythme de croissance de l'emploi sera plus long que prévu, atteignant une moyenne de 1,6 % cette année et 1,2 % en 2012, taux inférieurs à la moyenne de la croissance de la population active entre 2006 et 2010, qui était de 1,4 %. Cela entraînerait normalement des taux de chômage plus élevés, mais la croissance de la population active a connu un ralentissement.

On prévoit que l'inflation des prix à la consommation à l'échelle nationale atteigne en moyenne 2,7 % en 2011 et 1,9 % en 2012, légèrement au-dessous de ce qu'on avait prédit au printemps passé. Les envolées des prix du pétrole combinées à l'augmentation des taxes de vente ont propulsé l'inflation à des sommets à l'est et au centre du Canada.

On s'attend à ce que les taux d'intérêt restent bas puisque la Banque du Canada retarde leur augmentation d'une autre année. Les taux d'intérêt créditeur à court et à long terme augmenteront graduellement et atteindront l'an prochain probablement un pour cent de moins que ce qu'on avait prévu au printemps dernier, ce qui permettra de maintenir le coût des hypothèques et les coûts d'emprunt de l'État à des niveaux bas.

Prévisions économiques canadiennes et provinciales

Perspectives économiques canadiennes – Moyennes des prévisions du secteur privé				
Taux de croissance annuel (à moins qu'il soit indiqué)	2009	2010	2011	2012
		<i>Réel</i>		<i>Prévu</i>
Croissance de l'économie				
PIB réel	-2,8 %	3,2 %	2,4 %	2,3 %
- Dépenses de consommation	0,4 %	3,3 %	2,1 %	2,3 %
- Investissement des entreprises	-20,8 %	7,3 %	14,2 %	8,1 %
- Dépenses gouvernementales	4,3 %	4,7 %	1,5 %	-0,1 %
Marché du travail				
Croissance de l'emploi	-1,6 %	1,4 %	1,6 %	1,2 %
Taux de chômage	8,3 %	8,0 %	7,5 %	7,3 %
Croissance de la productivité	0,6 %	1,3 %	1,0 %	1,2 %
Inflation – Indice des prix à la consommation				
Profits des sociétés	-32,3 %	21,2 %	13,0 %	6,2 %
Revenu personnel réel disponible	0,8 %	3,6 %	1,6 %	2,3 %
Taux d'épargne personnelle	4,6 %	4,8 %	4,3 %	4,3 %
Mise en chantier (en milliers)	149	192	184	177
Taux d'intérêt et de change				
Court terme, 3 mois, bons du trésor	0,33 %	0,56 %	0,98 %	1,41 %
Long terme, 10 ans, bons	3,23 %	3,24 %	2,94 %	3,11 %
Taux de change du dollar canadien en dollars américains	96,0 \$	97,1 \$	102,5 \$	103,6 \$
<i>Les moyennes sont fondées sur les plus récentes prévisions des sept différents prévisionnistes canadiens en date du 12 septembre 2011.</i>				

Perspectives économiques provinciales								
Taux de croissance annuel, en % (sauf indication)								
	<u>PIB réel</u>		<u>Emploi</u>		<u>Taux de chômage</u>		<u>Inflation</u>	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Canada	2,4	2,3	1,6	1,2	7,5	7,3	2,7	2,1
Terre-Neuve-et-Labrador	3,9	1,8	3,3	1,2	12,3	11,9	2,6	2,0
Île-du-Prince-Édouard	2,1	1,8	1,1	1,0	11,4	11,2	2,3	1,9
Nouvelle-Écosse	1,6	1,8	-0,1	0,9	9,2	9,1	3,2	1,9
Nouveau-Brunswick	1,4	1,8	-0,9	0,8	9,7	9,4	2,5	1,9
Québec	2,0	2,0	1,5	1,1	7,6	7,5	2,8	2,2
Ontario	2,4	2,2	1,9	1,3	7,9	7,7	3,1	2,1
Manitoba	2,5	2,6	1,0	1,2	5,3	5,1	2,5	2,0
Saskatchewan	3,8	3,3	0,7	1,5	5,1	4,9	2,5	2,3
Alberta	3,6	3,3	3,2	2,1	5,6	5,3	2,3	2,1
Colombie-Britannique	2,5	2,4	0,9	1,5	7,6	7,2	2,3	1,9
Fondées sur les prévisions moyennes des prévisionnistes de cinq différentes banques en date du 12 septembre 2011. Il est possible que les moyennes nationales soient différentes de celles signalées dans le tableau sur les perspectives canadiennes parce qu'elles sont calculées en fonction d'un plus petit groupe.								

La croissance de l'emploi a stagné en été, on s'attend à un ralentissement

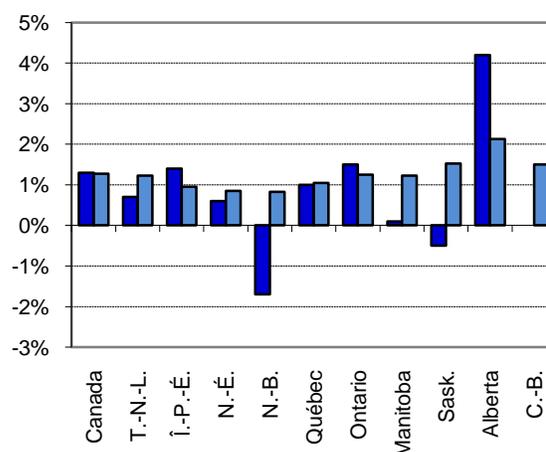
Sans s'y attendre, la croissance de l'emploi a stagné au cours des deux derniers mois, après deux années de croissance relativement forte. De manière générale, les niveaux d'emploi ont diminué d'environ 5 500 en août, faisant suite à une légère augmentation de 7 100 au cours du mois de juillet. Ces deux résultats sont bien au-dessous de la marge d'erreur statistique de l'enquête.

Les emplois dans les secteurs de la construction, des services publics, des ressources et du transport ont nettement diminué en juillet, diminution compensée en partie par une augmentation de 50 000 emplois dans les secteurs de la santé et de l'aide social.

Sur le plan provincial, c'est en Alberta que la croissance de l'emploi a été la plus forte, étant donné que le nombre de personnes employées a augmenté de 4,2 % et c'est au Nouveau-Brunswick que la création d'emploi a diminué le plus, la province ayant connu une diminution de 1,7 % du nombre de personnes ayant un emploi au cours des 12 derniers mois. Malgré la faiblesse de l'économie américaine, la croissance de l'emploi dans les provinces dont l'économie dépend le plus de l'exportation, soit l'Ontario et le Québec, a été plus forte que la moyenne nationale. Au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, la croissance n'a que très peu augmenté ou pas du tout. On prévoit que la croissance de l'emploi l'an prochain dépassera la moyenne nationale en Alberta et dans toutes les provinces à l'ouest du Québec.

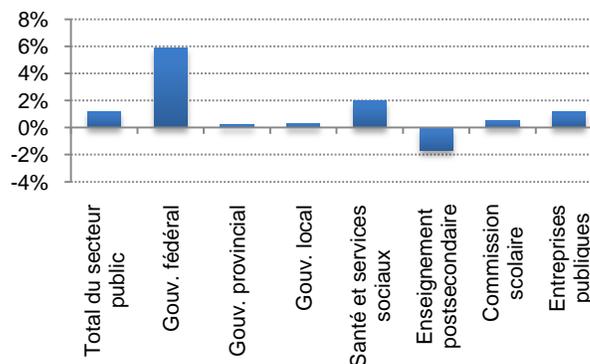
L'annonce des 22 000 emplois supplémentaires dans le secteur public en août a inversé la tendance qui se dessinait au cours de l'année dernière. Selon l'enquête sur la population active, les emplois dans le secteur public n'ont augmenté que de 0,2 % ou de 9 000 au cours des douze derniers mois, une augmentation sensiblement moins importante que celle des 2,3 % observée dans le secteur privé qui a contribué pour 97 % aux emplois créés au cours de la dernière année.

Croissance annuelle de l'emploi par province



■ De août 2010 à août 2011 ■ Prévisions pour 2012

Croissance annuelle de l'emploi dans le secteur public
Enquête sur la rémunération du deuxième trimestre de 2010 à 2011



Il ressort d'autres enquêtes, comme l'enquête exhaustive sur la rémunération de Statistique Canada, que la croissance de l'emploi dans le secteur public a été légèrement plus forte, atteignant 1,2 % au cours de l'année dernière. On a observé une forte croissance dans la fonction publique fédérale et dans les établissements de soins de santé et de services sociaux, une faible croissance des emplois au sein des gouvernements provinciaux et des administrations locales et une baisse des emplois dans le secteur de l'enseignement postsecondaire.

Le taux de chômage a légèrement augmenté pour atteindre 7,3 %, et il aurait été plus élevé si la croissance de la population active n'avait pas tant diminué. La population active totale du Canada, incluant tant les personnes qui travaillent que celles qui cherchent activement un emploi, n'a gagné que 0,5 % au cours des 12 derniers mois, ce qui représente moins de la moitié du taux de croissance démographique. Ce résultat est explicable par des facteurs cycliques, comme des personnes ayant abandonné la recherche d'emploi, mais des changements démographiques à long terme y sont aussi pour quelque chose.

Parce que la population vieillit, que le nombre de retraités augmente et que la population croît moins vite, on s'attend à ce que la croissance annuelle population active diminue de moitié durant la prochaine décennie, en passant d'une moyenne de 1,4 % durant les cinq dernières années à moins de 0,7 % par année. Cette situation pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la nature de la population active de même que des répercussions importantes sur le plan fiscal. Le côté positif est que les taux de chômage chuteront, mais cela signifie aussi que la croissance économique sous-jacente sera plus faible.

La hausse des prix des carburants et des aliments et l'augmentation des taxes de vente propulsent l'inflation à des sommets inégalés en huit ans, mais le taux de base reste faible

L'envolée des prix du pétrole et des aliments de même que l'augmentation des taxes de vente ont récemment entraîné l'augmentation des prix à la consommation à des sommets jamais atteints depuis les huit dernières années, l'indice des prix à la consommation (IPC) ayant augmenté de 3,7 % en mai.

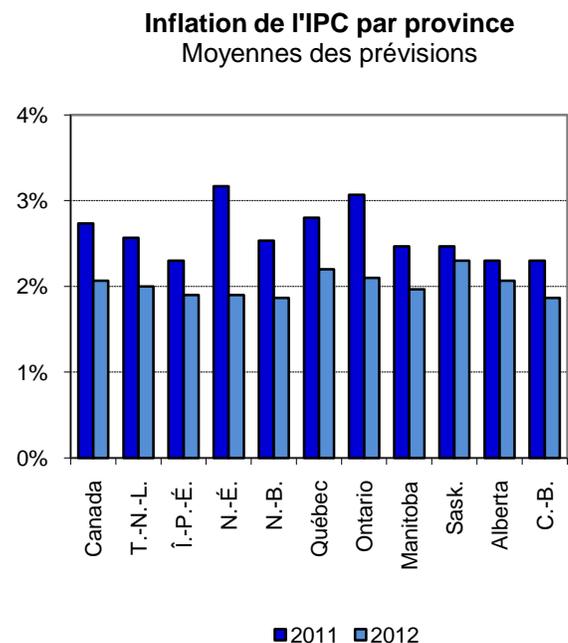
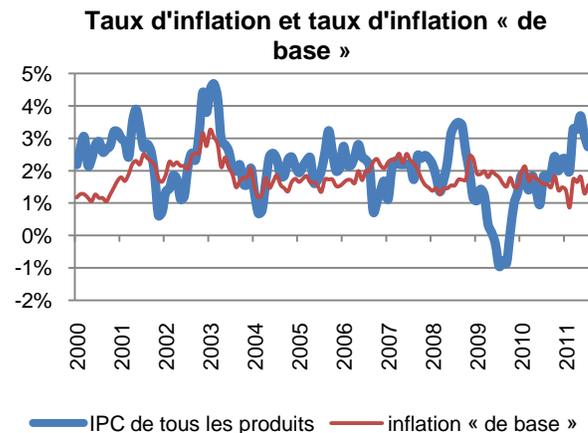
À la suite de l'anniversaire de l'adoption de la TVH en Ontario et en Colombie-Britannique, l'inflation a baissé à 2,7 % en juillet, ce qui se rapproche de la moyenne prévue pour l'année 2011, mais cela reste considérablement plus élevé que les 2,1 % auxquels s'attendaient les prévisionnistes au même moment l'an dernier.

Les prix de l'essence à la pompe sont de 20 à 30 cents plus élevés que ce qu'ils étaient l'an passé d'un océan à l'autre du Canada, une augmentation d'une moyenne de 24 %, et de 25 % pour le mazout. Par contre, les prix du gaz naturel étaient de 3,3 % inférieurs.

En général, les prix des aliments sont 4,3 % plus élevés qu'il y a une année (juillet), le prix des légumes frais ayant enregistré une augmentation de 12,3 % par rapport à ce qu'ils étaient l'année dernière, ceux du café et du thé de 14 % et ceux de 13 %. Une augmentation des prix des produits et services de première nécessité, comme la nourriture et l'énergie, entraîne une augmentation plus importante du coût de la vie pour les familles à faibles revenus.

Malgré la flambée de ces prix, on n'observe aucun signe indiquant que les taux élevés d'inflation perdureront. Le taux d'inflation « de base » du Canada, qui ne prend pas en compte huit des éléments les plus instables, comme les aliments et les carburants, n'a augmenté que de 1,6 % en juillet, bien au-dessous du 2 % qu'avait prévu la Banque du Canada. Comme le démontre le graphique à droite, ce taux d'inflation « de base » est resté inférieur à 2 % pendant la majeure partie des quatre dernières années.

Cela signifie que la Banque du Canada n'a aucune justification pour augmenter son taux d'intérêt afin de contrôler l'inflation. Dans tous les cas, un grand nombre d'économistes reconnus, y compris l'économiste en chef du FMI, ont affirmé que des taux d'inflation plus élevés aideraient les économies à sortir de l'actuelle récession.



L'Alberta, qui avait le taux d'inflation le plus élevé il y a de cela quelques années a maintenant l'un des taux les plus bas, de même que par la Colombie-Britannique. Cette situation s'explique en grande partie par le fait que les prix des logements neufs en Alberta et en Colombie-Britannique restent toujours au-dessous du sommet qu'ils avaient atteint en 2008, selon l'*Indice des prix des logements neufs* de Statistique Canada, alors qu'ils sont à la hausse partout ailleurs.

Cependant, les prix des logements neufs ne sont pas une mesure précise du coût général des logements. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, le coût des propriétés privées à vendre, qui représentent à elles seules plus de 75 % des logements vendus, a augmenté de plus de 16 % en Colombie-Britannique au cours de la dernière année, tandis que les chiffres de Statistique Canada sur les prix des nouveaux logements en Colombie-Britannique montrent une *baisse* au cours des 12 derniers mois. Malgré la mise en place de la TVH, qui devrait entraîner l'augmentation du taux d'inflation en Colombie-Britannique d'un demi-pour cent environ, le taux d'inflation de la province est étrangement demeuré sous la moyenne nationale cette année.

Selon les économistes des grandes institutions bancaires, l'inflation des prix à la consommation à l'échelle nationale devrait atteindre 2,1 % en 2012, en diminution par rapport à l'augmentation moyenne de 2,7 % de cette année. On prévoit que les taux d'inflation de toutes les provinces varieront autour de cette moyenne et que celui de la Saskatchewan sera légèrement au-dessus, soit de 2,3 % (*lire Perspectives économiques provinciales à la page 4*).

Légères augmentations des salaires en 2012

Il ressort des enquêtes effectuées auprès des employeurs canadiens que les salaires connaîtront une augmentation de près de 3 % en 2012, légèrement au-dessus de l'augmentation prévue dans le budget de 2011.

Quatre différentes enquêtes récentes auprès des employeurs menées par Mercer, Hay Group, Morneau Shephell et WorldatWork, estiment que les salaires augmenteront en moyenne de 2,8 % à 3,2 % l'an prochain. Quoi qu'il en soit, ces résultats dépassent les prévisions de l'année actuelle et s'approchent des taux d'inflation récents.

On prévoit que le secteur de l'industrie minière et pétrolière connaîtra les augmentations de salaire les plus élevées, alors que les secteurs de la santé et de l'administration publique connaîtront les augmentations les moins élevées.

Parallèlement à leurs secteurs des ressources naturelles, l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et Labrador devraient connaître des augmentations de salaire moyennes plus importantes, la moyenne des augmentations de salaire en Ontario se situant légèrement au-dessous de la moyenne nationale.

Enquêtes sur les augmentations de salaire de 2012

Enquête	Moyenne en 2011	Moyenne en 2012	Admin. publique
Morneau Shephell	2,8%	2,8%	2,0%
Mercer	2,7%	3,1%	
Hay Group	2,6%	2,8%	2,3%
WorldatWork	3,0%	3,2%	

Les résultats de ces enquêtes, qui concernent les employés syndiqués et non syndiqués, sont cohérents avec les tendances récentes observées dans les grandes conventions collectives.

Les augmentations moyennes du salaire de base selon les conventions collectives négociées au deuxième trimestre de 2011 ont atteint 2 %, une hausse par rapport au 1,3 % enregistré au premier trimestre et au-dessus de la moyenne de 1,8 % de l'année dernière. Comme par le passé, les travailleurs du secteur privé ont reçu de meilleures augmentations de salaire (2,2 %) que ceux du secteur public (1,9 %). Les augmentations du salaire de base sont souvent généralement moins importantes que celles du salaire général.

Les travailleurs œuvrant dans les industries du secteur primaire, comme l'exploitation minière et pétrolière, recevront l'augmentation de salaire la plus importante (3,9 % en moyenne), suivi par les travailleurs œuvrant dans les services publics (3 %), les finances et les services professionnels (2,6 %) et le transport (2,5 %). Les plus faibles augmentations de salaires moyens négociés ont été relevées dans le secteur manufacturier (1,5 %), le secteur des loisirs et de l'hôtellerie (1,6 %) et celui de l'éducation, de la santé et des services sociaux (1,8 %).

Quant aux données par province, c'est encore au Nouveau-Brunswick que les augmentations de salaire sont les plus faibles (0 % au cours du deuxième trimestre), suivi de la Nouvelle-Écosse (1,0 %), de la Colombie-Britannique (1,2 %) et de l'Ontario (1,4 %). Les employeurs du secteur public dans ces provinces ont annoncé qu'il y aurait une sorte de gel des salaires. Les ententes concernant chaque convention du SCFP mettent en évidence ces grandes tendances dans les industries et les régions, comme le montre le tableau ci-dessous.

Alors que les salaires augmentent lentement, les employeurs prennent des mesures visant à réduire leurs dépenses et les risques liés aux régimes de pension et d'avantages sociaux. Par exemple, Air Canada propose de faire passer ses nouveaux employés d'un régime de pension à prestations déterminées de l'employeur à un régime de pension à cotisations déterminées.

On remarque également un intérêt croissant pour les mesures de prévention en santé, notamment dans le domaine de la santé mentale, et dans la marche à suivre pour réduire l'absentéisme. L'entente entre la section locale 301 et Montréal (ville) comprend des mesures conjointes pour réduire l'absentéisme. Si l'on atteint les objectifs fixés, l'employeur paiera au syndicat une somme équivalant à 0,3 % de la masse salariale.

Principales ententes conclues par le SCFP recensées entre avril et juin 2011		
Employeur	Augmentations moyennes	Durée (mois)
Agents de bord de Canjet	3,2	48
Chauffeurs d'autobus de Longueuil	1,8	84
Région de Durham	2,3	36
CSPAAT	1,9	60
Hydro One	3,0	24
Ville de Hamilton (employés d'intérieur et d'extérieur)	1,4	48
Ville de Kitchener	1,8	36
Ville de Winnipeg	1,5	48
Ville de Saskatoon	2,3	36
Assistants à l'enseignement et chargé de cours de l'Université du Manitoba	1,5	48
Ville de Calgary (employés d'intérieur et d'extérieur)	2,8	36
BC Rapid Transit – Skytrain	3,0	12
Pacific Blue Cross	1,9	48
Assistants à l'enseignement et chargé de cours de l'University of Victoria	0,0	24

Moyenne des règlements salariaux dans les négociations collectives majeures par année et par trimestre						
	2008	2009	2010	2010T4	2011T1	2011T2
Tous les secteurs	3,2	2,4	1,8	1,5	1,3	2,0
Secteur public	3,5	2,5	1,6	1,5	1,2	1,9
Secteur privé	2,5	1,8	2,1	1,2	2,2	2,2
Inflation de l'IPC :	2,3	0,3	1,8	2,3	2,5	3,4

Moyenne des règlements salariaux par province – conventions collectives majeures												
	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QC	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B	Fédéral	
2008	5,0	3,0	4,1	3,7	2,4	2,6	3,4	5,1	4,8	2,5	2,9	
2009	5,0	3,6	2,9	6,0	2,2	2,4	2,9	5,0	4,5	2,8	1,6	
2010	1,7	2,7	1,5	2,0	1,5	2,0	2,1	2,4	3,5	0,2	1,7	
2010T4	–	3,4	–	1,4	1,2	1,4	1,4	2,4	2,0	1,7	–	1,7
2011T1	–	2,0	1,0	1,5	1,2	2,4	1,4	–	1,1	1,5	–	2,0
2011T2	–	2,5	1,0	0,0	2,2	1,4	1,9	2,6	2,6	-	-	2,1
2011IPCT2	3,6	3,6	4,4	3,8	3,2	3,8	3,4	2,9	2,6	2,9	3,4	

Moyenne des règlements salariaux par secteur d'activité – conventions collectives majeures						
Secteur d'activité	2008	2009	2010	2010T4	2011T1	2011T2
Secteur primaire	4,3	2,5	3,3	3,7	-	3,9
Services publics	2,3	3,0	1,0	2,0	3,0	3,0
Construction	5,4	3,7	2,3	2,1	-	1,9
Fabrication	1,2	1,6	1,5	1,5	1,1	1,5
Commerce en gros et de détail	2,8	1,8	1,1	0,7	0,6	2,5
Transport	3,1	1,1	2,2	2,2	2,5	2,5
Information et culture	2,0	2,1	0,9	0,6	-	2,0
Finance et services professionnels	2,8	2,5	3,2	-	2,7	2,6
Éducation, santé et services sociaux	3,8	3,0	1,6	1,4	1,0	1,8
Loisir et hôtellerie	1,9	2,0	2,2	2,2	2,0	1,6
Administration publique	2,7	2,1	1,5	1,6	1,7	2,0

Source : Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux, [à jour en date du 6 septembre 2011] http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/rerelations_travail/info_analyse/index.shtml, Indice des prix à la consommation (Statistique Canada 326-0001). T1 = 1er trimestre (p. ex., de janvier à mars inclusivement).

mf/sep091